Le Monde

www.lemonde.fr

59e ANNÉE – Nº 18051 – 1,20 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE – JEUDI 6 FÉVRIER 2003 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Irak, la journée des « preuves »

Colin Powell tente de convaincre l'ONU, documents à l'appui, du refus de Bagdad de désarmer

Nations unies. Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, devait prendre la parole, mercredi 5 février, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, à New York. Il devait s'efforcer, pendant 90 minutes, de convaincre les membres permanents et non permanents du Conseil que l'Irak refuse toujours de désarmer et que le moment est venu de passer à une nouvelle étape. Mais, selon le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, M. Powell ne présentera pas de « *preuves flagrantes* » que l'Irak a conservé des programmes d'armes de destruction massive. Douze ministres des affaires étrangères participeront ensuite aux débats, sous présidence allemande, dont le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin. p. 2

Divergences. Lors du sommet franco-britannique du Touquet, mardi 4 février, Jacques Chirac et Tony Blair n'ont pas caché leurs « *différences* » sur le dossier irakien. Le président de la République a estimé que les inspecteurs de l'ONU devaient poursuivre leur mission, qui pourrait encore prendre des semaines, voire des mois, et que des moyens nouveaux d'investigation devaient leur être accordés. p. 3

Bagdad. Dans un entretien accordé à l'envoyé spécial du *Monde*, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, déclare que les Etats-Unis veulent « *contrôler notre pétrole et diviser notre pays en Etats ethniques et religieux* ». Il s'efforce de réfuter par avance les arguments que Colin Powell devait développer devant le Conseil de sécurité. p. 2 et 3

Dans les médias. *Newsweek*, sur les « preuves », et la chronique télévision. p. 17 et 34

INTERNATIONAL

LA CRISE IRAKIENNE

Le secrétaire d'Etat américain **COLIN POWELL** devait présenter, mercredi 5 février devant le Conseil de sécurité, les *« informations et renseignements »* prouvant que le régime irakien dissimule des armes de destruction massive et poursuit des programmes d'armements. Au-delà des **QUINZE MEMBRES** du Conseil de sécurité, cette séance devait aussi servir à convaincre des opinions mondiales – et américaine – fortement réticentes à une intervention militaire contre Bagdad. Les Etats-Unis devaient fournir, à titre de « preuves », des **PHOTOS SATELLITES** et des transcriptions d'écoutes téléphoniques. Dans un entretien au *Monde*, le vice-premier ministre irakien, **TAREK AZIZ**, dénonce *« la campagne de propagande »* américaine et la volonté de Washington de mettre la main sur l'Irak et ses réserves pétrolières.

L'ONU examine les « preuves » américaines contre l'Irak

Colin Powell a tenté de convaincre, mercredi 5 février, le Conseil de sécurité des Nations unies des mensonges et des dissimulations du régime de Saddam Hussein. « Il est minuit moins cinq » pour Bagdad, estime Hans Blix, chef des inspecteurs en désarmement

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

George Bush ne pouvait trouver meilleur ambassadeur que le *« guerrier réticent »* qu'est Colin Powell pour présenter aux Nations unies l'argumentaire du recours à la force contre l'Irak. Né à Harlem, ancien du Vietnam, auteur d'une doctrine qui professe une certaine retenue dans l'envoi au feu des soldats, le secrétaire d'Etat américain a été chargé de la mission historique de présenter au Conseil de sécurité, mercredi 5 février, les éléments justifiant, aux yeux de Washington, une guerre contre l'Irak.

Au-delà du Conseil, c'est l'opinion américaine qu'il s'agit d'emporter. Selon un sondage Gallup publié mardi par *USA Today*, les Américains n'hésitent pas longtemps pour désigner l'homme en qui ils ont confiance pour définir la politique envers l'Irak : 63 % choisissent Colin Powell, 24 % seulement M. Bush.

Arrivé mardi à New York, le secrétaire d'Etat a passé l'après-midi à préparer son exposé à l'hôtel Waldorf Astoria, à l'exception d'un entretien avec son homologue chinois qui a porté sur l'Irak et sur la Corée du Nord, deux sujets de divergences montantes entre Pékin et Washington. Mercredi, M. Powell devait se présenter aux Nations unies en équipage renforcé : le directeur de la CIA, George Tenet, était annoncé, ainsi que son adjoint. Deux sénateurs de la commission des affaires étrangères, le démocrate Joseph Biden et le républicain Richard Lugar, faisaient aussi partie de la délégation, a-t-on indiqué de source américaine.

La présentation des « preuves » devait durer plus d'une heure et être *« très visuelle »*, selon un porte-parole. Quatre écrans ont été installés dans la salle du Conseil pour la projection prévue de photos satellites. Selon la presse, M. Powell s'apprêtait à produire des transcriptions d'écoutes montrant la dissimulation irakienne, des indices sur la manière dont les inspecteurs se font berner par les Irakiens et des photos satellites montrant des camions abritant des *« laboratoires mobiles de fabrication d'armes biologiques »*. Interrogé sur ces laboratoires, le chef de la commission d'inspection, Hans Blix, a précisé que les Irakiens en avaient déclaré deux, censés servir au contrôle alimentaire. Ils ont été testés, a-t-il dit, et aucune trace suspecte n'a été détectée. Quelque peu sur la défensive, M. Blix a fait remarquer qu'il n'est pas si facile d'attester qu'il n'y a pas d'anthrax en Irak quand *« on ne peut même pas garantir qu'il n'y en a pas dans le New Jersey... »*

Les preuves seraient-elles suffisantes pour convaincre les 11 récalcitrants – sur les 15 pays du Conseil de sécurité – qui estiment que les inspections ne font que commencer ? Depuis une semaine, les officiels américains se sont employés à minimiser les attentes. Il n'y aura pas *« de pistolet fumant »*, a lui-même écrit M. Powell dans le *Wall Street Journal*, mais des preuves *« sur la manière dont l'Irak trompe la communauté internationale »*. Mais l'effet de surprise n'était pas exclu.

Mardi soir, dans un débat à la télévision PBS sur le durcissement de ton de M. Powell depuis que la France a fait connaître son opposition à la guerre *« aujourd'hui »*, le journaliste Bob Woodward, du *Washington Post*, auteur d'un livre sur le cabinet Bush de l'après-11 septembre, prédisait : *« Cela va être une sacrée journée. Il va y avoir quelques surprises. »*

REUTERS

« On ne peut même pas garantir qu'il n'y a pas* [d'anthrax] *dans le New Jersey... »
HANS BLIX

En marge de la réunion, le secrétaire d'Etat avait l'intention de rencontrer un à un tous ses homologues, dans le cadre du *blitzkrieg* diplomatique américain pour arracher l'adhésion du Conseil à une intervention contre l'Irak. Les Etats-Unis ont clairement inscrit la séance de mercredi dans la séquence prévue par la résolution 1441, se référant à la *« réunion »* du Conseil telle que prévue par le texte dès lors qu'un Etat membre constaterait une infraction. D'autres pays estiment que le Conseil ne peut se saisir que d'infractions évaluées par les inspecteurs.

Mais personne n'envisageait, mardi, qu'un texte de résolution – la *« résolution lapidaire »*, selon le surnom que lui ont donné les diplomates, qui affirmerait que l'Irak ne coopère pas activement avec les inspecteurs, à charge, pour ceux qui le souhaitent, d'en tirer les *« conséquences »* – puisse être présenté dans la foulée de l'intervention de M. Powell. D'autres échéances sont en vue : le voyage de MM. Blix et ElBaradei à Bagdad, samedi et dimanche ; leur prochain rapport, le 14 février. Mais, comme l'a dit Hans Blix, il est *« minuit moins cinq »*.

Le scénario communément admis, et confirmé de source anglaise, prévoyait plutôt que les Britanniques déposeraient *« très probablement »* un texte de résolution après le 14 février, texte qui fixerait un ultimatum à l'Irak. La presse a évoqué un mois. Le délai sera *« beaucoup plus court »*, indiquait-on de même source.

Corine Lesnes

Une séance exceptionnelle sans vote ni décision

La présentation par Colin Powell des « preuves » américaines contre l'Irak, annoncée par George Bush le 28 janvier, constitue une journée sans précédent à l'ONU : 1 200 journalistes se sont fait accréditer alors que la séance, publique, à la demande des Américains, devait être retransmise en direct à la télévision.

● **Participants :** douze des quinze pays membres du Conseil de sécurité sont représentés par leur ministre (ou vice-ministre) des affaires étrangères (Etats-Unis, Allemagne, Chine, Russie, Royaume-Uni, France, Chili, Cameroun, Mexique, Pakistan, Espagne, Bulgarie). Les trois autres membres du Conseil – Syrie, Guinée, Angola – sont représentés par leur ambassadeur.

● **Le ministre allemand Joschka Fischer,** dont le pays est à la tête du Conseil en février, préside la réunion. L'ordre des interventions, après celle de M. Powell, a été tiré au sort : le ministre chinois, Tang Jiaxuan, doit parler le premier. Chaque orateur a droit à 6 à 8 minutes. En vertu de l'ordre alphabétique et de la forme de la table du Conseil, Jack Straw est assis à côté de l'ambassadeur irakien, Mohamed Al-Douri, qui doit intervenir le dernier, pour une durée également limitée à 8 minutes. Les deux chefs des commissions d'inspection, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, sont présents à la table du Conseil, mais il n'est pas prévu qu'ils prennent la parole. Le ministre grec Papandréou a également prévu d'assister à la réunion, au titre de la présidence de l'Union européenne.

● **Aucune décision ni vote ne sont prévus.** Bien que l'on parle beaucoup de « deuxième résolution », aucun texte n'a été déposé. Pour qu'un texte soit adopté, il faut qu'il recueille 9 votes et qu'aucun des cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) ne mette son veto.

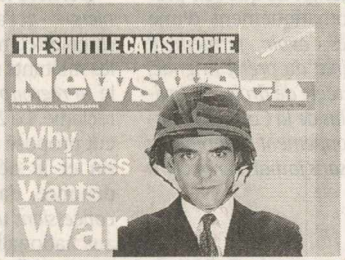
● **Calendrier :** MM. Blix et ElBaradei ont prévu de se rendre à Bagdad samedi 8 février, pour deux jours. Leur prochain rapport d'« étape » est prévu le 14 février.

« Espions, mensonges et Irak », réalité ou fiction ?

L'hebdomadaire américain « Newsweek » s'inquiète de la fragilité des sources sur lesquelles s'appuie la Maison Blanche, d'une prétendue maîtresse de Saddam à des transfuges « quémandeurs de visas et d'argent »

CELA AURAIT pu être le titre d'un film ou, comme le suggère **Newsweek**, d'un bon roman d'espionnage : « Espions, mensonges et Irak » *(« Spies, Lies and Iraq »)*. Mais c'est la réalité que, sous ce titre accrocheur, l'hebdomadaire américain raconte, dans sa dernière livraison, à propos de la fragilité, sinon de l'inconsistance, de certaines des « sources » humaines auxquelles l'administration Bush puise ses renseignements à propos de l'Irak. Et pour dire la difficulté de cerner ce qui se passe à Bagdad et les informations contradictoires en fonction desquelles le président Bush doit décider de lancer ses troupes à l'assaut de Bagdad.

De Parisoula Lampsos, qui dit avoir été la maîtresse de Saddam Hussein, à telle ou telle autre personnalité ou formation de l'opposition au régime de Bagdad, les témoins et connaisseurs de la pensée du président irakien et des arcanes du pouvoir divisent les responsables américains, suivant une ligne de démarcation, toujours la même, qui sépare les faucons du Pentagone, partisans d'une guerre à tout prix, de la CIA qui préfère ne pas se fier au tout-venant.



« La femme prétendait avoir été une maîtresse de Saddam Hussein. En septembre dernier, lors de l'émission "Primetime Thursday" sur ABC, elle a décrit l'homme fort de l'Irak comme un fan du Viagra qui aime écouter Frank Sinatra interprétant Strangers in the Night *aussi bien que des enregistrements de victimes torturées réclamant pitié. Parisoula Lampsos, 54 ans* (...), *raconte avoir vu Saddam faisant le paon devant un miroir et déclarant : "Je suis Saddam. Heil Hitler !" Elle a affirmé qu'elle avait vu Oussama Ben Laden une fois au palais de Saddam, et que, vers le milieu des années 1990, ce dernier avait donné de l'argent au chef du réseau terroriste Al-Qaida* (...) *que Saddam lui avait avoué avoir tenté de faire assassiner son propre fils, Oudaï* (...). *C'était un grand moment de télévision, mais était-ce du bon renseignement ? »*, interroge *Newsweek*, qui ajoute : Oui, selon les partisans, au Pentagone, de la ligne dure contre Saddam, qui affirment que Lampsos a été soumise au détecteur de mensonges de la CIA. Non, selon la CIA, dont les analystes, sceptiques, font valoir que le président irakien n'a jamais eu de maîtresse européenne (Lampsos est d'origine grecque), que s'il avait voulu tuer Oudaï il aurait réussi, et qu'il n'existe aucune confirmation de source indépendante d'une visite de Ben Laden à Bagdad. *« Des sources du renseignement »* démentent enfin que Lampsos ait été soumise au détecteur de mensonges.

« Qui croire ? », se demande *Newsweek*, pour qui le président Bush doit sans doute régulièrement se poser cette question, tiraillé qu'il est entre les affirmations des faucons du Pentagone, auxquels il semble accorder crédit, et les doutes exprimés à leur sujet par la CIA, dont il lui est difficile de ne pas tenir compte.

DES OPPOSANTS PEU CRÉDIBLES

Newsweek énumère ensuite certaines autres « sources » auxquelles a recours la communauté du renseignement américain pour essayer de comprendre ce qui se passe à l'intérieur du régime irakien. L'hebdomadaire constate que ce sont souvent des *« intermédiaires, généralement des transfuges ou des exilés »*. Le plus connu d'entre eux est Ahmad Chalabi, le chef du Congrès national irakien (CNI), dont l'un des principaux tuteurs est Richard Perle, proche du secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, et d'autres faucons du Pentagone. Un Ahmad Chalabi que la CIA tient pour sa part en piètre estime, rappelant qu'il a été condamné en Jordanie pour fraude bancaire et qu'il n'a pas été en mesure de justifier l'utilisation de près de la moitié des 4,3 millions de dollars que le département d'Etat a accordés au CNI entre 1999 et 2001.

Echaudée par l'expérience, la Centrale de renseignements américaine fait, en règle générale, peu confiance à ces exilés et transfuges, généralement *« quémandeurs de visas, d'argent, de vengeance ou des trois à la fois »*. Les relations entre la CIA et les formations kurdes ne sont pas plus sereines, chacune des deux parties accusant l'autre de l'avoir poignardée dans le dos à certaines occasions. Les services de renseignement arabes ne sont pas plus rassurants, qui, tout en surveillant les réseaux terroristes, s'espionnent mutuellement. Comment s'y retrouver dans ces nuances byzantines ?

Mouna Naïm

★ www.newsweek-int.com